

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 23 avril 2012

N° 382

PRIX : 0,60 Euro

MALI



LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS À DÉFENDRE

LES FRONTIÈRES HÉRITÉES

DU COLONIALISME !

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

é d i t o r i a l

Editorial

Les travailleurs n'ont pas à défendre les frontières héritées du colonialisme

Page 4

Situation au nord du Mali : Une des conséquences directes de la chute du dictateur Kadhafi

Page 5

Côte d'Ivoire :

- La cherté de la vie, une réalité pour les pauvres, pas pour les riches

- Non aux coupures de courant et d'eau à Abobo (p.6)

- Lutte contre la corruption, du bla bla ! (p.7)

Page 8

Tchad : Les petites gens manquent d'eau potable à Ndjaména

Page 9

Election en France : Que ce soit Hollande ou Sarkozy, les travailleurs ne doivent compter que sur leur lutte

ABONNEMENT

FRANCE

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy cedex

MALI

LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS À DÉFENDRE LES FRONTIÈRES HÉRITÉES DU COLONIALISME !

Lorsque les putschistes ont renversé, le 22 mars dernier, le président malien Amadou Toumani Touré, le principal dirigeant de ce putsch, le capitaine Amadou Haya Sanogo, déclarait à la radio et à la télévision (dont les locaux ont été préalablement confisqués par ses partisans), que la principale raison qui l'a poussé à renverser ATT était l'incapacité de ce dernier à faire face à la rébellion dans le nord du pays et à défendre "l'intégrité du territoire nationale".

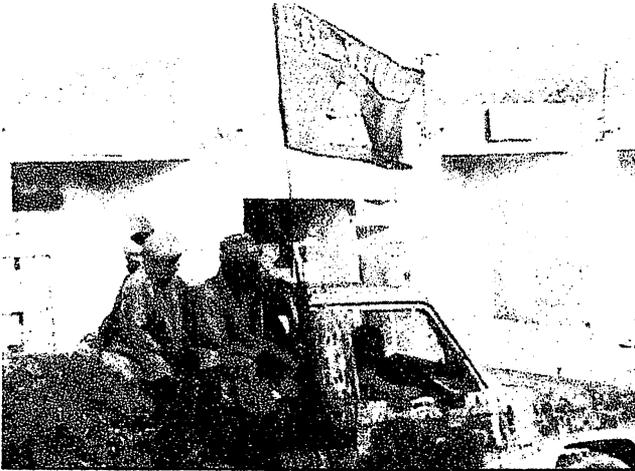
Le discours nationaliste des putschistes a rencontré une certaine sympathie au sein de la population, notamment à Bamako, et plus particulièrement au sein de la jeunesse estudiantine. Cela s'est vu lorsque les dirigeants de la Cedeao (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) ont fait pression sur les militaires pour qu'ils respectent "l'ordre constitutionnel" et remettent le pouvoir aux civils. Quelques centaines de personnes sont sorties dans les rues de la capitale pour soutenir les putschistes. Certains politiciens qui, la veille encore, étaient des "alliés" d'ATT ont fait acte d'allégeance aux nouveaux maîtres de Bamako et ont affirmé leur envie de participer à la "transition".

Enfin, par la démission officielle d'ATT et par l'investiture du président de l'Assemblée nationale, Dioncounda Traoré, au poste intérimaire de chef de l'Etat, puis par la désignation d'un Premier ministre, les dirigeants de la Cedeao (et derrière eux ceux de l'impérialisme français) et les putschistes ont trouvé un terrain d'entente et chacun a sauvé sa face. Les putschistes ont eu leur part du gâteau en s'attribuant des postes ministériels importants. Les "civils" sont mis au-devant de la scène mais derrière eux, ce sont les galonnés qui ont le vrai pouvoir.

Tout dernièrement, le 21 avril, un grand meeting a réuni 4000 personnes à Bamako pour demander à l'armée d'aller "au front" et de "libérer le Nord". Le secrétaire général de l'UTM (Union des Travailleurs du Mali) qui fait partie de ceux qui ont appelé à la tenue de ce meeting, a déclaré que selon lui "ce qui est fondamentale à l'heure actuelle c'est la libération du Nord". Tout en demandant aux militaires de respecter l'ordre constitutionnel, il les exhorte à défendre l'intégrité territoriale.

A peine nommé à son poste de Premier ministre, Cheikh Modibo Diarra y est allé, lui aussi de son couplet patriotard en promettant que "pas un centimètre carré du sol de la patrie ne restera occupé par qui que ce soit ou quoi que ce soit". Tous les politiciens sans exception entonnent la même rengaine. "On peut tout négocier, sauf l'intégrité territoriale" disent certains. D'autres font de la surenchère en demandant aux jeunes d'accepter de se sacrifier pour défendre les frontières du Mali. Ces frontières seraient si

"sacrées" que l'armée qui est sensée les défendre a plié bagage de la région Nord en abandonnant ses casernes ou ses positions de Kidal, Gao et Tombouctou face à quelques centaines d'hommes armés de la rébellion renforcés par les forces des mouvements islamistes qui ont proclamé l'indépendance de l'Azawad.



Des partisans du groupe islamiste Ansar Eddine
paradant dans une ville du nord malien

L'armée malienne possède 50 généraux et autant de "colonel-majors". Ils mènent un grand train de vie et s'enrichissent en s'adonnant à toutes sortes de trafics. Ils rackettent dans les postes frontières et vivent de la corruption. S'ils considèrent que les frontières maliennes sont tellement "sacrées", qu'ils aillent donc aux combats dans le désert du "Grand-Nord" au lieu de pousser les autres à la mort pour rien, alors qu'eux-mêmes sont si confortablement logés dans leurs pavillons bien climatisés des beaux quartiers de Bamako.

Non, les travailleurs n'ont aucun intérêt à se laisser entrainer dans cette surenchère nationaliste. Les frontières qui séparent le Mali des sept pays qui l'entourent ont été tracées par le colonialisme français au moment des indépendances. Elles ne tiennent aucunement compte des intérêts des populations qui habitent de part et d'autre de ces frontières. Le Mali est loin d'être le seul pays où la question des frontières reste épineuse. Entre le Sénégal et la Mauritanie, la puissance coloniale a décidé que c'est le fleuve qui fait frontière. Mais on sait que de part et d'autre, ce sont les mêmes ethnies qui y vivent. C'est ainsi que certaines familles se sont retrouvées divisées en plusieurs nationalités entre le Mali, la Mauritanie et le Sénégal. Il en va de même pour les Touareg (qui sont un peuple nomade) partagés entre le Mali, le

Niger, la Mauritanie, l'Algérie, la Libye et le Tchad.

Ces frontières sont des cadeaux empoisonnés hérités de la décolonisation. Elles ont été tracées délibérément pour diviser les populations afin de mieux les dominer. Leurs tracés ont déjà donné prétexte aux Etats sénégalais et mauritanien de s'affronter militairement en 1989, causant des centaines de morts et des dizaines de milliers de réfugiés. De nombreux réfugiés n'ont pas encore retrouvé leurs maisons, leurs terres et leurs bétails.

Est-ce dans cette direction-là que veulent aller les politiciens maliens et leurs mentors putschistes? Cela ne fera qu'empirer le sort des populations.

La situation dans le nord a déjà provoqué près de trois cent mille réfugiés. Des familles entières ont été contraintes de tout abandonner pour trouver refuge dans les pays voisins. Elles vivent dans des campements de fortune où il manque de tout.

Jusqu'à quand durera cette situation dramatique? Personne ne le sait. Mais les populations maliennes n'ont aucun intérêt à suivre les assassins qui veulent faire la guerre au Nord. Et contrairement à ce que déclare le secrétaire général de l'UTM, "la question fondamentale à l'heure actuelle" des travailleurs n'est pas la reconquête du Nord mais plutôt la flambée des prix qui a accompagné le putsch. Déjà avant le coup d'Etat la situation était difficile pour les populations pauvres. Mais depuis, elle a empiré. De nombreuses familles de travailleurs ont plus de difficultés à se nourrir car tout est devenu cher.

Les militaires et les politiciens "civils" qui sont au pouvoir avec eux ont saisi l'opportunité de la rébellion touareg pour détourner la colère des populations pauvres de la capitale et des autres grandes villes. Mais les travailleurs doivent savoir que leurs vrais ennemis sont d'abord à Bamako. Ce sont ceux qui s'enrichissent sur leurs dos; ce sont les patrons qui les exploitent en ne leur versant que des salaires de misère; ce sont les politiciens au pouvoir (ceux d'hier comme ceux d'aujourd'hui) qui sont de mèche avec les capitalistes et les protègent tout en pillant les caisses de l'Etat. Et derrière tous ces exploiters et voleurs, il y a

l'impérialisme français qui depuis la colonisation de cette région de l'Afrique jusqu'à

nos jours, continue de piller les richesses du continent.

LA SITUATION AU NORD DU MALI

UNE DES CONSÉQUENCES DIRECTES DE LA CHUTE DU DICTATEUR KADHAFI

C'est le 12 avril que le président de l'Assemblée Nationale, Dioncounda Traoré a été nommé Président de la République malienne par intérim. Et après bien des négociations entre les putschistes d'une part, les dirigeants de l'opposition et les représentants de la CEDEAO (Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest) d'autre part, qu'un Premier ministre de transition a été choisi en la personne de Cheik Modibo Diarra. Ce dernier est un ancien haut cadre de la NASA devenu directeur de Microsoft en Afrique. Il est aussi le gendre de l'ancien dictateur Moussa Traoré. Il a fait le consensus entre les différents protagonistes.

Il faut dire que dans ce pays les événements se sont accélérés depuis quelques mois. La fin du régime de Kadhafi et la crise politique qui s'en est suivie, a entraîné la fuite des mercenaires touaregs qui se sont trouvés en danger dans ce pays. Ils sont partis en amenant avec eux une quantité énorme d'armes de guerre. Ils ont rejoint leur pays d'origine, en grande partie au Mali et au Niger. En même temps une partie d'entre eux en ont profité pour se regrouper dans des organisations comme le MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad) qui réclame l'indépendance de la région nord du Mali. Quant à l'Aqmi (Al-Qaïda au Maghreb Islamique), il a pour ambition de créer des groupes armés pour combattre les régimes en place au Mali et au Niger et pour imposer la charia dans la région. Il est lié au GIA (Groupes islamiques Armés) algérien. Il y a aussi le groupe Ansar Eddine, qui se différencie des deux autres sur base des clivages ethniques entre autres. Tous se sont alliés pour s'installer notamment au Nord Mali en combattant l'Etat le plus faible de la région.

Les premières attaques ont commencé en janvier 2012. Les combats ont fait rage au mois de mars par la prise de Tessalit, ville malienne située à la frontière de l'Algérie. En quelques semaines les rebelles se sont emparés des grandes villes du nord du Mali. Ils ont pratiquement chassé ou

emprisonné les soldats de l'armée malienne des villes de Gao, Tombouctou, Kidal et Douentza.



4 février 2012 : Un camp de réfugiés maliens à l'ouest du Niger

Le groupe du MNLA se disait prêt à collaborer avec Amadou Toumani Touré à condition que l'on s'occupe de la région du Nord, laissée selon lui à l'abandon.

L'hésitation du régime d'ATT devant l'offensive des rebelles a entraîné le coup d'Etat du capitaine Sanogo. Et ce dernier n'a pas eu plus de moyen pour redresser la situation. Et de fait les rebelles touaregs se retrouvent maîtres du nord du Mali. Les nouveaux dirigeants militaires de Bamako ont dû faire appel aux Etats de l'Afrique de l'Ouest pour sortir le pays de l'impasse. Du coup le capitaine Sanogo fut obligé de se plier aux exigences de ces derniers pour qu'ils viennent au secours du Mali. En particulier de libérer ATT et les dirigeants politiques en prison, ensuite rétablir un "gouvernement civil constitutionnel".

L'établissement dans le nord du Mali d'une force islamiste n'est pas pour plaire aux dirigeants des pays Ouest africains comme la Côte d'Ivoire, la Mauritanie le Niger, le Burkina-Faso et le Nigéria. Les Etats de l'Europe et d'Amérique ne veulent pas non plus que dans le nord du Mali s'installe le noyau d'un foyer de terrorisme dans la région et par surcroît dans tout le Sahara. Tous cherchent une solution tout en prétendant ne pas vouloir provoquer un embrasement dans la région. Mais quelle que soit la politique que décideront de mener les dirigeants des grandes puissances

impérialistes, le sort des populations sera le dernier de leur préoccupation.

CÔTE D'IVOIRE

*Nous reproduisons ci-dessous des articles du journal
« Le Pouvoir Aux Travailleurs » n° 181 édité en Côte d'Ivoire*

LA CHERTÉ DE LA VIE.

UNE RÉALITÉ POUR LES PAUVRES, PAS POUR LES RICHES

Il a suffi d'une déstabilisation politique au Mali pour que le prix de la viande flambe sur le marché. A peine quelques jours auparavant, le gouvernement se vantait pourtant d'avoir réussi à faire baisser son prix grâce aux prétendues actions menées sur le terrain contre les « faux frais » que sont les rackets policiers sur les routes. Déjà, c'était un gros mensonge, quand on sait que ce gouvernement ne contrôle toujours pas la partie Nord du pays. Mais voilà qu'un événement qui se déroule à l'extérieur de la Côte d'Ivoire suffit pour que le prix de la viande augmente. C'est dire que les boniments et les matraquages médiatiques du gouvernement sur sa soi-disant lutte contre la cherté de la vie et la pauvreté ne valent pas plus que ça !

Demain, il nous sortira d'autres mensonges, concernant le riz par exemple. Il invoquera un événement climatique pour justifier la montée de son prix sur les étals. La hausse du prix à la pompe du carburant et ses répercussions sur l'activité économique sera comme par le passé, justifiée par des raisons annexes somme toute marginales, pour mieux occulter l'avidité des compagnies pétrolières et les taxes prélevées par le gouvernement.

Les effets sur les prix provoqués par les spéculations sur tout ce qui se vend et qui s'achète sont une réalité. Les denrées alimentaires n'y échappent pas. Les banquiers et les actionnaires s'y livrent au gré de leurs intérêts financiers. Les conséquences, ce ne sont pas les riches qui les subissent mais surtout les pauvres.

C'est dire, oh combien, les prétendues mesures annoncées par le gouvernement « *contre la cherté de la vie* » sont dérisoires et relèvent plus

de la propagande. Ce n'est pas en répétant à longueur de journée que les prix baissent que cela devient une réalité sur le terrain.

Quant à la viande (qui ne vaut pas moins de 1750 F le kilo.), elle n'est pas tout simplement à la portée de la bourse d'un simple travailleur. C'est devenu pour lui un produit de luxe.

Mais ce n'est manifestement pas le souci du Premier ministre Ahoussou-Kouadio, qui a fait le « *show* » en faisant la tournée des marchés. Ni d'ailleurs de son ami milliardaire, François Amichia, qui l'a accueilli avec fanfare au marché de Treichville. Ceux-là, en un seul repas, ils ont les moyens de dépenser le salaire annuel d'un ouvrier ! Que dire alors de tous ces riches qui ont la mainmise sur le port, les banques, les industries, le transport, etc. ?

Tous ces gens gagnent d'autant plus que les salaires des travailleurs sont bloqués depuis des années pendant que tous les prix augmentent ! En fait, pour que le pouvoir d'achat des travailleurs arrête de dégringoler, il faudrait que les salaires soient augmentés.

Aujourd'hui, à l'approche du 1^{er} mai, beaucoup de travailleurs espèrent que le gouvernement annoncera une augmentation des salaires. Même en admettant que cette augmentation soit annoncée, ce qui n'est pas encore dit, elle sera dérisoire par rapport à la cherté de la vie.

Pour que la situation des travailleurs change, il faudrait qu'eux-mêmes retrouvent les moyens d'imposer une augmentation significative de tous les salaires.

CÔTE D'IVOIRE

NON AUX COUPURES DE COURANT ET D'EAU À ABOBO !

Les coupures d'eau et d'électricité sont récurrentes à Abobo. Déjà, le problème d'eau était chronique dans les quartiers comme Belleville, Biabou, PK 18, Derrière-Rails, N'Dotré, etc. Les robinets de la SODECI n'y délivrent leur liquide précieux qu'aux heures très avancées de la nuit. Pour avoir de l'eau, les femmes sont bien obligées de braver les risques d'agression. En plus de cela, charger l'eau dans des bassines, expose à des problèmes d'hygiène. Dans certains endroits, les habitants recourent de plus en plus à l'eau de puits pour la vaisselle, la lessive et d'autres petits besoins.

Abidjan se trouve dans une région lagunaire, la pluviométrie y est très bonne. Il n'y a donc pas besoin de forer très profondément pour trouver de l'eau. Les infrastructures actuelles datent de plusieurs décennies. Prenons une commune comme Abobo. On y trouve deux châteaux d'eau, l'un à Avocatier et l'autre à l'entrée de la commune au niveau de Filtisac. En plus de desservir la commune, ils alimentent aussi en eau, Adjamé et une partie de Cocody. Aujourd'hui, 20 à 35 ans plus tard, Abobo s'est très étendu en superficie et sa population s'est multipliée par plus de 10 voire même 20. Et pourtant aucune infrastructure n'est venue renforcer celles déjà existantes. Cette situation n'est point spécifique à cette municipalité. Toutes les communes populaires (Yopougon, Koumassi, Port-Bouët) y sont aussi confrontées.

A ce problème d'eau, s'ajoute maintenant les coupures fréquentes d'électricité. Il ne se passe

pas une nuit sans que ces interruptions ne surviennent. Dans le quartier de Derrière-rails, au début, des bandes de voyous en profitaient pour détrousser les populations. Il a fallu que les habitants du quartier s'organisent pour les attendre pour qu'ils stoppent un peu. Mais à chaque coupure, il y a toujours des agressions et il ne fait donc pas bon de se retrouver trop loin de chez soi. Avec la chaleur actuelle, les logements mal aérés se transforment en fournaise, sans les ventilateurs. S'il y a un nouveau-né dans la maison, la situation devient dramatique. C'est donc dans les cours que les familles s'entassent pour passer la nuit.

Cette situation dure depuis des mois et les autorités gouvernementales ne semblent point s'en émouvoir. Et pourtant, il faut bien que cette précarisation des quartiers populaires cesse. En cela, l'exemple d'un sous-quartier d'Abobo du nom de Bocabo, est parlant. Il y a quelques années de cela, le quartier était desservi par un poste de transformateur qui disjonctait tous les soirs, quand les usagers mettaient leurs appareils en marche. Comme les différentes démarches ne donnaient rien, les populations s'étaient déportées à la mairie pour rappeler de manière bruyante à l'élu local leurs calvaires. Et les gens ont menacé de recommencer si une solution n'était pas trouvée dans les délais. C'est ainsi qu'ils ont pu avoir un transformateur adéquat.

Voilà un exemple qui pourrait être réédité, cette fois dans de nombreux quartiers.

PETITE ANECDOTE PAR RAPPORT AU COUP D'ÉTAT ET À LA RÉBELLION TOUAREG AU MALI

Aux alentours du 15 Avril 2012, un chauffeur de gbaka qui fait le service entre Adjamé et Abobo est arrivé à la gare de sable après Samaké. Là, trois sahéliens à la peau plus claire cheminaient en bordure de route. Arrivé à leur niveau le chauffeur de gbaka a marqué un stop et a commencé à proférer des menaces à leur endroit en disant : « *C'est vous qui voulez prendre tout notre grand Mali ! On va vous tuer ici, vous allez voir !* ». Dans la même lancée, certains

passagers se sont joints à lui. Il a fallu l'intervention des passagers pour que le chauffeur reprenne son service.

Le chauffeur, certainement un malien, trouve que même les Touaregs d'ici, vivant plus difficilement que lui, sont autant responsables que ceux qui combattent pour le contrôle du Nord-Mali. Il oublie les calvaires et brimades dont il a lui-même été victime sous les régimes passés en Côte d'Ivoire !

CÔTE D'IVOIRE

LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION, DU BLA BLA !

Au cours d'une tribune à l'hôtel ivoire, Hamed Bakayoko, ministre de l'Intérieur, a déclaré qu'il a des preuves que 300 agents de la police sont entrés dans ce corps de façon irrégulière qu'ils seront radiés des effectifs de la police. Il affirme ceci : « *Beaucoup n'ont pas le niveau. Quelques uns ont présenté de faux diplômes. Tout cela sera traité pour assainir le milieu de la police* ». Il continue en affirmant qu'il s'est lancé dans la perspective d'une politique de moralisation de la police et va extirper la corruption du milieu de la police. Que de belles paroles !

Il est vrai que certaines personnes passent par des voies détournées pour intégrer la fonction publique et les autres corps de l'Etat. Et cela n'est plus un secret ici en Côte d'Ivoire. Mais

quand l'Etat ne crée pas d'emplois pour absorber tous les diplômés et que plusieurs générations se retrouvent au chômage et qu'ensuite pour un concours de 100 places il y a 20 à 30 000 postulants ? Cela ouvre la porte à la fraude. D'ailleurs, comment les centaines de combattants pro-Ouattara ont-ils fait pour se retrouver à l'école de police et à celle de la gendarmerie alors que les concours sont suspendus ?

Celui-là même qui dit lutter contre la corruption, comment à-t-il fait pour accumuler tous les biens en sa possession ? Ce monsieur veut faire croire qu'il a changé, mais il y a un dicton qui dit que le serpent change de peau mais ne change pas sa manière de faire.

CMI

UN DÉBRAYAGE POUR SOUTENIR LES COLLÈGUES LICENCIÉS

Le mardi 17 avril, deux chantiers de CMI (Construction Métallique Ivoirienne), étaient en grève. Les travailleurs protestaient contre le renvoi de 5 des leurs que la direction accuse d'être les instigateurs de la dernière grève survenue sur les chantiers.

En effet, le jeudi 05 avril, les travailleurs du chantier de « *Palm Club* » situé à Cocody ont débrayé pour réclamer leur salaire en retard. Le jour suivant, ceux de Port-Bouët « *Onomo* » ont rejoint aussi le mouvement pour les mêmes raisons. A la reprise du 10 avril, après les fêtes de pâques, les travailleurs ont continué la grève dans l'après midi quand ils ont reçu leur paie.

Mais le lendemain, la direction convoqua 5 des travailleurs pour leur remettre une lettre de « *demandes d'explication* » sur leur rôle joué pendant la grève. C'est ainsi que la direction décida de se séparer de ces 5 travailleurs. Le lundi 16, ils reçurent leur lettre de licenciement pour

« *faute lourde* ». C'est ce comportement de la direction qui provoqua la colère des travailleurs. Le mardi 17, par solidarité, ils ont arrêté le travail sur les deux chantiers. Le Directeur Général a fait le tour des chantiers sous escorte de la gendarmerie. Il a aussi fait appel à l'inspection de travail pour venir à son secours.

Sur le chantier de Port Bouet Onomo, les travailleurs ont repris le travail sous la menace voilée de la gendarmerie. Quant à l'inspection de travail, de son côté elle a réussi à arranger les choses en faveur du patron. Finalement, un accord a été signé où ces travailleurs renvoyés ont eu droit à un mois de salaire comme mesure d'accompagnement.

Malgré le fait que le mouvement n'a pas été profond, cette fois-ci les travailleurs renvoyés sont partis la tête haute parce qu'ils ont eu le soutien de leurs collègues

TCHAD

LES PETITES GENS MANQUENT CRUELLEMENT D'EAU POTABLE À NDJAMENA

Depuis deux semaines la capitale Ndjaména manque d'eau potable et d'électricité. Un responsable de la Société tchadienne d'eau (STE) explique : «*En temps normal, nous faisons une production de 45.000 à 50.000 m³ d'eau par jour. Mais il y a une chute de production qui nous ramène à 32.000 m³ par jour* ».



Point d'eau potable dans un quartier populaire de la capitale

Ce que ne dit pas ce responsable, c'est que le matériel de production d'eau est vétuste et que le réseau de distribution qui date de 1960, année de l'indépendance formelle du Tchad, n'a pas changé alors que les besoins en eau potable ont considérablement accru avec l'augmentation rapide de la population. Les pannes sont monnaie courante. A cela viennent s'ajouter les délestages de courant. Comme la fourniture d'eau dépend de l'électricité (les forages sont alimentés par l'électricité pour tirer l'eau) toute panne de courant ou tout délestage signifie également un manque d'eau potable pour les usagers.

Ainsi, dans la plupart des quartiers populaires, les robinets sont à sec, et cette situation peut durer toute une journée. Voici, à ce sujet, un extrait d'un reportage : «*Des ménages sont obligés de veiller toute la nuit et guetter l'eau. Des femmes, les bassines sur la tête, parcourent les quartiers à la recherche du précieux liquide. Autour d'un puits à pompe manuelle, elles forment*

de longues files. Les vendeurs d'eau au portage, eux, profitent de la pénurie pour vendre une bonbonne de vingt litres d'eau à 100 ou 125 francs CFA au lieu de 50 francs d'ordinaire. Ils se rabattent même sur les eaux insalubres du fleuve Chari ... »

Quant à l'électricité, les délestages sont fréquents et ciblés, surtout en ce moment de grande chaleur (il fait entre 40 et 45 degrés) où la demande est très forte. Comme par hasard, c'est toujours dans les quartiers populaires que les coupures de courant sont les plus fréquentes alors que dans le quartier des « nouveaux riches » par exemple, (c'est-à-dire ceux qui se sont enrichis très très vite, illégalement ou frauduleusement grâce à l'exploitation du pétrole), les maisons et les rues sont bien éclairées pendant que les quartiers populaires sont plongés dans le noir après 19h-19h 30. .

S'il arrive, parfois, que le courant soit coupé dans l'un des quartiers chics, ce n'est pas la catastrophe : la plupart des habitants possèdent des groupes électrogènes qu'ils font marcher pour s'éclairer en attendant la fin de la coupure. Ce qui n'est pas à la portée des gens dans les quartiers pauvres.

La raffinerie de pétrole de Djarmaya (construite à 80 km au nord de N'Djaména par un consortium sino-tchadien) dispose 20 mégawatts d'électricité. Ce qui, sans pour autant résoudre le problème, peut sensiblement améliorer la situation. Pour les travaux, c'est-à-dire remplacer les 110 volts par 220 sur tout le réseau, ce n'est pas l'argent qui manque mais la volonté politique.

Nos dirigeants sont plus préoccupés à s'enrichir en détournant l'argent des caisses de l'Etat plutôt que de s'occuper des choses essentielles des petites gens. Eux ne sont pas victimes des coupures d'électricité ou du manque d'eau potable dans les robinets.

TCHAD

UN DEPUTÉ DE L'OPPOSITION INJUSTEMENT EMPRISONNÉ

Un député de l'opposition, Gali NGothe a été arrêté le 4 mars dernier pour « *complicité de braconnage* ». Pour les avocats du prévenu, ce chef d'accusation ne tient pas la route, et demandent la libération pure et simple de leur client.

On sait qu'au Tchad, le régime en place n'aime pas les opposants politiques ni tous ceux qui ne sont pas d'accord avec sa politique

dictatoriale. Tout prétexte est donc bon pour les réduire au silence.

Gali est un ancien ministre qui a goûté à la soupe gouvernementale. Il se retrouve aujourd'hui dans l'opposition. Si un politicien comme lui est facilement mis en prison, devinez le sort des travailleurs, des chômeurs ou des petites gens. La répression qui s'abat sur ce député est l'illustration de la dictature au Tchad.

SÉNÉGAL

QUAND LE NOUVEAU PRÉSIDENT SE DIT PRÉOCCUPÉ PAR LA FLAMBÉE DES PRIX

Le 3 avril dernier, au lendemain de son investiture, Macky Sall, le nouveau président sénégalais s'est dit préoccupé par la situation sociale au Sénégal, notamment par le renchérissement des denrées. Il a déclaré qu' « *il y a urgence à agir pour la prise en charge de la demande sociale, par la réduction des prix des denrées de première nécessité, notamment le riz, le sucre et l'huile* ». Mais jusqu'ici, en dehors de la petite bouteille de gaz dont le prix a réellement diminué de 360 francs CFA, les principales denrées sont restées aussi chères qu'avant son élection.

réduites, et pourquoi pas à prix coûtant car il y va de la santé et de la vie de la population pauvre, son gouvernement se contente de mener des « *consultations avec les industriels et les commerçants afin d'examiner les conditions et les modalités de la baisse des prix de ces produits* ». Surtout pas les bousculer !

En réalité ce qui « *préoccupe* » le plus le pouvoir, c'est la colère qui gronde à Dakar et dans les autres grandes villes du pays, à cause de la flambée des prix, et les salaires qui ne suivent pas, étant donné qu'ils sont bloqués depuis fort longtemps. C'est cette colère qui avait fait surface lorsque Wade, obnubilé par la soif du pouvoir, s'est entêté à entreprendre un troisième mandat alors que lui-même avait fait modifier la Constitution pour les limiter à deux. Il y a eu des émeutes un peu partout dans les quartiers populaires. Il y en a eu d'autres quelques mois auparavant, elles ont été causées par la flambée des prix. C'étaient des émeutes de la faim. Malgré la présence policière impressionnante, les gens sont sortis dans les rues et ont crié leur colère contre la cherté de la vie. Il y a eu aussi d'autres émeutes semblables pour protester contre l'incapacité du pouvoir à résoudre la question des coupures d'électricité et d'eau, surtout dans les quartiers populaires. Ces coupures devenaient de plus en plus insupportables car de plus en plus



Le 18 avril à Paris, le président sénégalais rend visite à Nicolas Sarkozy

Il dit qu'il y a « *urgence* » mais loin de contraindre les grossistes et les gros importateurs à diminuer immédiatement leurs prix en leur imposant par exemple de vendre leurs marchandises avec des marges bénéficiaires

longues alors que le gouvernement disait que c'était une de ses « *priorités* ».

Si Macky Sall se contente de dire dans ses discours que la situation sociale le préoccupe sans joindre les actes à la parole, les mêmes causes peuvent produire les mêmes effets. Les travailleurs et les petites gens n'ont aucun intérêt à lui faire confiance. Pour préparer les esprits à la résignation, il commence déjà à dire que les caisses de l'Etat ont été vidées par le précédent pouvoir et que l'ampleur du déficit est plus grande que ce qu'il avait cru au départ. Les employés de la Fonction publique ont déjà un retard d'un mois sur leur salaire. Signalons que les enseignants du public avaient fait une grève durant les derniers mois de Wade sans obtenir satisfaction sur leurs revendications salariales. Tout le monde dit que l'année scolaire sera blanche. Les élèves et leurs

parents ne sont pas contents car ce sera une année perdue et des dépenses qu'il faudra renouveler alors que leurs revenus sont rongés par la montée des prix et par le blocage des salaires.

Ce sont-là autant des raisons pour les travailleurs, les petits employés de la Fonction publique comme pour l'ensemble de la population pauvre de ne pas se laisser abuser par les balivernes du nouveau pouvoir. S'il n'y a pas de luttes, le gouvernement se contentera de faire baisser légèrement les prix durant quelques semaines ou quelques mois tout au plus en disant que c'est le maximum qu'il peut en faveur des pauvres. Très vite il dévoilera son vrai visage, celui d'un pouvoir exclusivement au service des riches et des puissants tout comme l'ont été ceux de Wade, de Diouf et de Senghor.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE EN FRANCE

QUE CE SOIT HOLLANDE OU SARKOZY

LES TRAVAILLEURS NE DOIVENT COMPTER

QUE SUR LEUR LUTTE

Les résultats du premier tour de l'élection présidentielle en France sont maintenant connus : François Hollande est arrivé en tête avec 28,8% de voix, suivi de Nicolas Sarkozy avec 26,10% des voix.

Mais le fait le plus marquant et le plus inquiétant de ce premier tour, c'est le score particulièrement élevé de Marine Le Pen, la candidate du Front National (près de 18%). Ce score est l'expression du renforcement des idées de l'extrême droite dans l'opinion publique, et cela représente une menace pour le monde du travail. Ce n'est pas l'arrivée au pouvoir de Hollande -s'il bat Sarkozy au second tour- qui écartera cette menace. Seules les forces qui se situent sur le terrain des intérêts de la classe ouvrière peuvent peser contre la montée de l'extrême droite et l'empêcher de nuire, de s'arroger le monopole de l'opposition.

C'est donc Sarkozy et Hollande qui vont s'affronter dans deux semaines, le 6 mai prochain pour le fauteuil présidentiel. L'un, Sarkozy, est de droite. Pendant cinq ans, il a fidèlement servi les intérêts des patrons des banquiers. L'autre, Hollande, se dit socialiste mais lui aussi est prêt,

s'il est élu, à servir les mêmes intérêts de la bourgeoisie comme son adversaire. Le parti qu'il représente l'a déjà démontré à maintes reprises sous Mitterrand et sous Jospin.

Les sondages prédisent la victoire de Hollande. Mais si, par surprise, Sarkozy l'emporte, on sait d'avance qu'il va continuer la même politique qu'il a menée depuis 5 ans, une politique en faveur des riches, des grands patrons de l'industrie et de ceux de la finance internationale ; aux travailleurs il va leur demander de se serrer encore un peu plus la ceinture. Sous son quinquennat, il y a eu un million de chômeurs supplémentaires qui sont venus s'ajouter au nombre de tous ceux qui étaient déjà privés d'un véritable emploi. Lui comme Marine Le Pen sont des ennemis ouverts du monde du travail.

Mais si c'est Hollande qui est déclaré vainqueur du second tour, ce ne sera guère mieux pour les travailleurs et les petites gens. C'est un faux ami des travailleurs. Avec l'aggravation de la crise, il sera amené à prendre des mesures défavorables à la classe ouvrière, mesures qui lui seront dictées par les capitalistes, c'est-à-dire

ceux-là mêmes qui détiennent les vrais pouvoirs économiques entre leurs mains : les grands patrons des trusts et ceux du CAC 40 ; ce sont eux les vrais décideurs, les vrais maîtres de cette économie capitaliste. Devant ceux-là, Hollande va se mettre à genoux, il va se plier à leurs exigences.

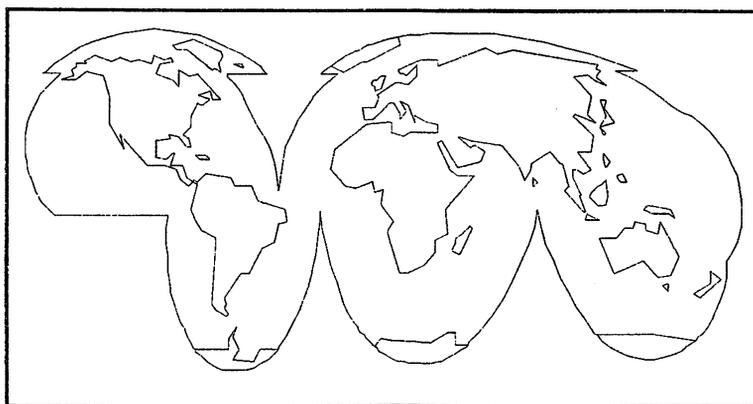
Dans cette élection, Lutte Ouvrière (qui est notre organisation sœur) a présenté la candidature de Nathalie Arthaud au nom d'une politique qui prend en compte les intérêts de la classe ouvrière. Même si elle n'a recueilli que moins de 1% des voix, toutes celles et tous ceux qui ont glissé dans l'urne son bulletin, ont montré qu'ils en avaient assez de l'alternance droite-gauche qui ne change en rien leur sort. Ils ont montré que le courant communiste, si minoritaire soit-il, existe toujours ; ils ont marqué aussi bien le rejet de Sarkozy que la méfiance à l'égard de Hollande.

Ceux qui ont voté pour elle ont affirmé leur envie d'en finir avec le système capitaliste, un système barbare dominé par l'argent, par les dynasties bourgeoises qui disposent de la vie des travailleurs en fermant des entreprises qui parfois font des bénéfices.

Ils se sont aussi prononcés pour son programme de luttes à venir. Ce programme peut se résumer ainsi :

- Interdiction des licenciements, répartition du travail entre tous sans diminution de salaire ;
- Augmentation générale des salaires, des retraites et des allocations, et leur indexation automatique sur les hausses des prix.
- Imposer aux entreprises le contrôle des travailleurs, des consommateurs et de la population pour obliger les patrons à rendre des comptes.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langues ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.